

POLITIQUE SCIENTIFIQUE : LES PLANS DE LA SECRÉTAIRE D'ETAT ELKE SLEURS

Publié le 14 novembre 2014



La secrétaire d'Etat fédérale Elke Sleurs (N-VA) a présenté vendredi matin au Parlement belge (en Commission de l'Economie) sa note d'orientation générale en ce qui concerne la Politique scientifique fédérale. C'est la première fois qu'elle détaille sa vision en la matière depuis [l'annonce de l'accord de gouvernement](#) du mois d'octobre qui prévoit notamment... la suppression de la Politique scientifique fédérale (BELSPO). Elke Sleurs a également répondu aux questions des parlementaires.

L'agence spatiale

Un des gros morceaux de sa note concerne le secteur spatial. La Secrétaire d'Etat a confirmé aux parlementaires sa volonté de créer une agence spatiale fédérale et interfédérale belge, « afin d'assurer un plus grand poids à la Belgique sur la scène internationale, notamment à l'ESA, l'Agence spatiale européenne ». Elle identifie aussi un enthousiasme à ce propos auprès de ses collègues européens qu'elle a rencontrés jeudi à Cologne. Elke Sleurs est convaincue que cette agence permettra à nos industries d'encore mieux se comporter sur le marché spatial.

Elle s'est aussi félicitée au passage du succès de Philae, le petit robot européen qui s'est posé cette semaine sur la comète 67P/Churyumov-Gerasimenko, à plus que 500 millions de kilomètres de la Terre, dix ans après son départ de la Terre. Un moyen à ses yeux de capter l'intérêt des jeunes pour

les métiers de l'espace et les filières scientifiques et d'ainsi préparer la relève dans l'industrie.

Sa prochaine échéance spatiale importante est programmée en décembre avec la réunion ministérielle de l'ESA. Plusieurs décisions importantes pour le secteur en Europe et en Belgique devraient y être prises. Notamment le développement d'une nouvelle fusée européenne (Ariane 6).

Les économies budgétaires

Il semble que l'effort budgétaire initialement envisagé pourrait être réduit en ce qui concerne la Politique Scientifique, à l'instar de l'exception culturelle portée par un autre membre du gouvernement, le vice-Premier ministre Didier Reynders (MR). Sans entrer dans des chiffres précis, la Secrétaire d'Etat a indiqué qu'elle n'allait pas pour autant « jouer à Saint-Nicolas ».

Cela pourrait notamment avoir une influence sur les finances des établissements scientifiques fédéraux, relevant aujourd'hui de BELSPO, et qui demain devraient devenir plus autonomes. « Tout sera décidé au cas par cas. Elle prévoit en outre un audit en profondeur des subsides actuellement alloués. Cela se fera en concertation avec les Etablissements scientifiques fédéraux », dit-elle.

Par ailleurs, la Secrétaire d'Etat prône aussi le recours à d'autres sources de financements, notamment le mécénat, le sponsoring, l'aide du secteur privé, y compris en matière de recherche "comme cela se fait déjà couramment en médecine", précise Elke Sleurs, par ailleurs gynécologue. « Mais cela ne signifie pas que nous allons privatiser les Etablissements scientifiques fédéraux », ajoute-t-elle.

Les PAI

Il a également été question de « l'après-PAI », vendredi matin, au Parlement fédéral. [Les Pôles d'attraction interuniversitaires \(PAI\)](#) permettent de financer des chercheurs du nord et du sud du pays dans des projets communs. Leur suppression a été décidée lors de la dernière réforme de l'Etat.

Leur suppression n'est pas remise en cause par la Secrétaire d'Etat, qui reste sourde à la pétition signée par 5000 chercheurs réclamant son maintien. Au Parlement, l'opposition s'est inquiétée de la transition entre la dernière phase de ce programme et son transfert aux Régions, notamment en ce qui concerne la cohérence qui sera réservée aux moyens alloués à ce programme. « Nous y serons attentifs, a indiqué Mme Sleurs. Notamment via la conférence interministérielle ».

Le personnel de Belspo

On le sait, et Elke Sleurs l'a répété vendredi, oui, la Politique scientifique fédérale va être supprimée. Quel avenir pour le personnel de cette administration ? Il y aura des transferts vers les

Etablissements scientifiques fédéraux, indique la Secrétaire d'Etat. « Nous allons maximiser les compétences de ce personnel de qualité ». Elle a aussi laissé entendre que ce personnel n'est pas menacé de licenciement. La suppression du SPP « Politique scientifique » ne signifie pas que la Politique scientifique et ses missions vont disparaître. Ils devraient être intégrés à l'avenir au sein du Service public fédéral Economie.

Les chercheurs veulent sauver le « soldat Belspo »

Vendredi matin toujours, [une nouvelle pétition adressée au Premier ministre et à la Secrétaire d'Etat](#) à la Politique scientifique avait déjà récolté plus de 400 signatures.

« Nous vous demandons de revoir votre position en maintenant BELSPO et ses missions », indique cette pétition, qui précise « en renforçant les Etablissements scientifiques fédéraux et les synergies qui existent entre eux et avec les Universités et, au contraire, en lui octroyant des moyens financiers supplémentaires, susceptibles notamment, de répondre aux défis fixés par ce Gouvernement, à savoir la création d'emploi et de croissance économique ».

En résumé, cette pétition réclame pour les scientifiques du pays « des moyens pour travailler, plutôt que des réformes bureaucratiques et structurelles, castratrices, amenant la Belgique en dessous du seuil de pauvreté scientifique et culturelle ».

[Le texte complet de la note d'orientation politique de la Secrétaire d'Etat Elke Sleurs](#) est disponible sur le site de la Chambre des Représentants.